

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/13095]

14 MARS 2019. — Décret portant mesures diverses visant à réduire certains obstacles à l'engagement ou au maintien de membres du personnel de l'enseignement dans un contexte de pénurie (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Modifications de certaines dispositions en matière de statut

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.*

Article 1^{er}. A l'article 2, § 1^{er}, 5°, alinéa 3, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

1° le point a) est abrogé;

2° les points b) à e) sont renommés a) à d).

Art. 2. A l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 6, alinéa 1^{er}, le mot « momentanément » est supprimé;

2° au § 6 est inséré un nouvel alinéa 2, libellé comme suit :

« *Ces admissions sont :*

a) soit définitives et valent pour toute la carrière d'un membre du personnel pour une ou plusieurs fonctions déterminées;

b) soit limitées à une année scolaire ou à l'organisation d'une unité d'enseignement dans l'enseignement de promotion sociale. Dans ce dernier cas, l'admission peut être reconduite dans la même unité d'enseignement au cours de la même année scolaire;

c) soit limitées à la durée d'un intérim d'un membre du personnel pour une ou plusieurs fonctions déterminées. Dans ce cas, l'admission du membre du personnel peut être reconduite dans le même intérim durant l'année scolaire en cours. »;

3° au § 6, dans l'alinéa 2, devenu 3, les mots « sauf en cas d'intégration » sont remplacés par les mots « sauf s'ils aboutissent à une assimilation à titre de pénurie conformément à l'article 37, § 2bis, suivie d'une assimilation à titre suffisant conformément à l'article 37, § 1^{er}, ou en cas d'intégration »;

4° au § 6, dans l'alinéa 4, devenu 5, le mot « deuxième » est inséré entre les mots « est maintenu jusqu'à la fin de la » et les mots « semaine qui suit »;

5° au § 6 est ajouté un dernier alinéa, libellé comme suit :

« Toute notification d'un refus mentionne la possibilité pour le Pouvoir organisateur d'organiser l'activité d'encadrement pédagogique et/ou d'aide éducative conformément au § 6bis. »;

6° un § 6bis, libellé comme suit, est inséré avant le § 7 :

« § 6bis. Le Pouvoir organisateur, qui s'est vu notifier une décision de refus conformément au § 6, est autorisé à organiser, pour un nombre de périodes correspondant aux périodes non pourvues, une activité d'encadrement pédagogique et/ou d'aide éducative destinée à encadrer les élèves pendant les périodes durant lesquelles ils ne peuvent pas être pris en charge par un enseignant. Le Pouvoir organisateur désigne ou engage le membre du personnel porteur d'un titre de capacité listé pour une fonction dans l'enseignement, à titre temporaire dans ces périodes et les services prestés dans cette activité sont, pour la fixation du barème, réputés l'avoir été dans la fonction d'éducateur pour laquelle il génère uniquement de l'ancienneté de service.

Pour la fixation de la rémunération, la(les) fraction(s) de charge à pourvoir sont converties en 36èmes.

Le Pouvoir organisateur fait parvenir aux services du Gouvernement l'attestation de refus qui mentionne l'autorisation d'ouvrir l'activité d'encadrement pédagogique et/ou d'aide éducative.

Le Pouvoir organisateur a l'obligation de produire un procès-verbal de carence, montrant qu'il n'y avait ni titre requis, ni titre suffisant, ni titre de pénurie au début de chaque trimestre.

La désignation ou l'engagement dans cette activité prend fin dès qu'un candidat porteur d'un titre de capacité listé ou d'un autre titre sans limitation peut être désigné ou engagé dans la fonction à pourvoir. A cette fin, l'emploi doit être déclaré conformément à l'article 27, § 2. ».

Art. 3. Le dernier alinéa de l'article 22 du même décret est complété par une phrase libellée comme suit :

« Le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'alinéa précédent se fait selon les modalités de l'article 19, § 2. ».

Art. 4. Un article 29quater, libellé comme suit, est inséré dans le décret précité :

« Art. 29quater. Pour les fonctions classées en pénurie sévère par zone par le Gouvernement conformément à l'article 2 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le classement dans cette catégorie tient lieu de pièce justificative visée à l'article 29 ou 29bis pour la désignation ou l'engagement, d'une personne porteuse d'un titre suffisant ou d'un titre de pénurie. ».

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour l'année scolaire 2018-2019, l'exigence de listes par zone ne s'applique pas, il sera référé à la sous-liste de pénurie sévère fixée par le Gouvernement conformément à l'article 2 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 5. A l'article 37 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « par le Gouvernement dont la compétence disciplinaire n'est pas reprise comme constitutive d'un titre requis ou suffisant bénéficiant » est remplacé par les mots « par le Gouvernement ou assimilé en vertu de l'article 37, § 2bis, bénéficiant » et les mots « à condition d'avoir acquis, le cas échéant, auprès d'établissements scolaires de différents réseaux d'enseignement, de l'enseignement organisé par la Communauté française ou de pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, d'une ancienneté de fonction de minimum 450 jours accomplis sur 3 années consécutives » sont remplacés par les mots « à condition d'avoir acquis, en qualité de titre de pénurie listé, le cas échéant, auprès d'établissements scolaires de différents réseaux d'enseignement, de l'enseignement organisé par la Communauté française ou de pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, d'une ancienneté de fonction de minimum 450 jours accomplis sur minimum 3 années scolaires au cours de 4 années scolaires consécutives »;

2° le § 2, alinéa 2, est complété par les mots « et de l'expérience utile du métier lorsque cette dernière est constitutive du titre de capacité suffisant ou requis »;

3° un § 2bis, libellé comme suit, est inséré avant le § 3 :

« § 2bis. Les titulaires de fonctions de recrutement des catégories visées à l'article 1^{er}, alinéa 3, 2° à 5°, porteurs d'un autre titre que ceux listés par le Gouvernement, ayant obtenu une admission définitive visée à l'article 16, § 6, alinéa 2, bénéficient à leur demande de tous les droits attachés à la possession d'un titre de pénurie listé par le Gouvernement, à condition d'avoir acquis, le cas échéant, auprès d'établissements scolaires de différents réseaux d'enseignement, de l'enseignement organisé par la Communauté française ou de pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, une ancienneté de fonction de minimum 300 jours accomplis sur minimum 2 années scolaires au cours de 3 années scolaires consécutives et calculés selon les modalités reprises à l'article 19, § 2.

Pour les titulaires d'une fonction de recrutement de la catégorie visée à l'article 1^{er}, alinéa 3, 1°, à la condition visée à l'alinéa précédent s'ajoute la condition cumulative d'acquisition d'un des titres pédagogiques visés à l'article 17 pour ceux qui en seraient dépourvus et de l'expérience utile du métier lorsque cette dernière est constitutive du titre de capacité suffisant ou requis.

Sans préjudice des autres conditions d'accès au certificat d'aptitude pédagogique, lorsque l'acquisition d'un des titres pédagogiques visés à l'article 17 est une des conditions d'assimilation d'un autre titre à un titre de pénurie, le candidat porteur d'une admission définitive visée à l'article 16, § 6, alinéa 2 est :

- pour l'inscription aux examens du Certificat d'aptitude pédagogique, assimilé à un porteur d'un titre visé à l'article 35, 3° du décret du 20/07/2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente;
- réputé remplir les capacités préalables requises pour l'inscription aux différentes unités d'enseignement constitutives de la section « certificat d'Aptitude pédagogique » organisée par des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale. »;

4° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les anciennetés de fonction visées au présent article doivent faire l'objet d'une validation administrative via un état de service transmis par le pouvoir organisateur auprès duquel la demande visée aux §§ 2 ou 2bis est introduite.

Lorsque le membre du personnel a bénéficié de l'application du § 2bis pour bénéficier de l'application du § 2, les jours et années sont comptés à partir de la date à laquelle il bénéficie des droits attachés à la possession d'un titre de pénurie listé par le Gouvernement. ».

Art. 6. A l'article 39, alinéa 2, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 7° est complété par une phrase libellée comme suit :

« Lorsqu'il s'agit de la valorisation de l'expérience utile du métier, cela concerne tant l'expérience utile constitutive de certains titres de capacité que l'expérience utile valorisable dans l'ancienneté pécuniaire conformément à l'article 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique; »;

2° le 8° est complété par une phrase libellée comme suit :

« Dans sa proposition, la commission distingue les fonctions en pénurie sévère par zone; ».

Art. 7. Dans le Titre III, chapitre 2, section 1ère, du même décret est inséré un article 266bis libellé comme suit :

« Article 266bis. § 1^{er}. Le membre du personnel nommé à titre définitif dans l'enseignement organisé par la Communauté française qui, dans le cadre de sa fonction de nomination, a dispensé pendant 150 jours au moins au cours des trois années scolaires précédant le 31 août 2016, des cours accrochés au 1^{er} septembre 2016 à une autre fonction du même niveau que celle dans laquelle il est réputé nommé au 1^{er} septembre 2016, est nommé, à sa demande, dans cette autre fonction, dite additionnelle, s'il est titulaire d'un titre requis, suffisant ou de pénurie pour celle-ci. Cette nomination additionnelle est subordonnée au fait que les cours concernés n'auraient pas dû être accrochés à la fonction dans laquelle il était nommé au 30 juin 2016.

Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale les prestations correspondent à l'exercice de 40 périodes de cours.

§ 2. Si le membre du personnel, dans la situation décrite au § 1^{er}, n'est pas titulaire d'un titre requis, suffisant ou de pénurie pour la fonction additionnelle, les cours concernés sont, à sa demande, réputés accrochés à la fonction dans laquelle il est nommé.

§ 3. Pour bénéficier des dispositions du § 1^{er} du présent article, le membre du personnel doit introduire sa demande avant le 31 décembre 2018.

Pour bénéficier des dispositions du § 2 du présent article, le membre du personnel doit introduire sa demande avant le 15 janvier 2019. ».

Art. 8. L'article 288 du même décret, dont la disposition devient le § 1^{er}, est complété par les §§ 2 à 6 libellés comme suit :

« § 2. Le membre du personnel visé à l'article 285, 1°, qui, dans le cadre de sa fonction de désignation, a dispensé pendant 150 jours au moins au cours des trois années scolaires précédant le 31 août 2016, des cours accrochés au 1^{er} septembre 2016 à une autre fonction du même niveau que la fonction dans laquelle il était réputé désigné au 1^{er} septembre 2016, est désigné temporaire prioritaire, à sa demande, dans cette autre fonction, dite additionnelle, s'il

est titulaire d'un titre requis, suffisant ou de pénurie pour celle-ci. Cette désignation additionnelle est subordonnée au fait que les cours concernés n'auraient pas dû être accrochés à la fonction dans laquelle il était désigné au 30 juin 2016.

§ 3. Le membre du personnel visé à l'article 285, 4° ou 7°, qui dans le cadre de sa fonction de désignation, a dispensé pendant 150 jours au moins au cours des trois années scolaires précédant le 31 août 2016, des cours accrochés au 1^{er} septembre 2016 à une autre fonction du même niveau que la fonction dans laquelle il était réputé désigné au 1^{er} septembre 2016, peut valoriser, à sa demande, les jours prestés dans cette autre fonction, dite additionnelle, s'il est titulaire d'un titre requis, suffisant ou de pénurie pour celle-ci. S'il n'a pas formellement déposé sa candidature pour cette fonction additionnelle, il, lui est attribué, comme nombre de candidatures le nombre d'années scolaires pendant lesquelles il a dispensé ce cours.

§ 4. Si le membre du personnel, dans une des situations décrites aux §§ 2 et 3 n'est pas titulaire d'un titre requis, suffisant ou de pénurie pour la fonction additionnelle, les cours concernés sont, à sa demande, réputés accrochés à la fonction dans laquelle il est désigné.

§ 5. Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale les prestations visées aux §§ 2 et 3 correspondent à l'exercice de 40 périodes de cours.

Pour bénéficier des dispositions des §§ 2 et 3, le membre du personnel doit introduire sa demande avant le 31 décembre 2018.

Pour bénéficier des dispositions du § 4, le membre du personnel doit introduire sa demande avant le 15 janvier 2019.

§ 6. Pour l'application des dispositions prévues aux articles 18, 20, 24 à 26 quater de l'arrêté royal du 22 mars 1969, relatives à la désignation à titre temporaire, le membre du personnel visé à l'article 285, 7°, qui, à la suite de la réforme des titres et fonctions n'a pas acquis le titre suffisant pour la fonction pour laquelle il bénéficie du régime transitoire prévu par la disposition susmentionnée, est classé, à la date du 1^{er} septembre 2018, dans la catégorie des titres suffisants et il lui est attribué une ancienneté de fonction et un nombre de candidatures correspondant aux jours et au nombre d'années de désignations dont il a bénéficié après qu'il ait rempli les conditions précisées à l'article et au point susmentionné. ».

Art. 9. Dans les articles 293bis, 293ter et 293quater du même décret, les mots « 1^{er} septembre 2019 » sont remplacés par les mots « 1^{er} septembre 2021 ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 10. A l'article 2 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, l'alinéa 1^{er} est remplacé par un alinéa libellé comme suit :

« Pour l'année scolaire suivante, le Gouvernement arrête, au plus tard pour le 31 décembre qui précède, la liste des fonctions touchées par la pénurie par zone géographique en distinguant les fonctions en pénurie sévère. ».

Art. 11. L'article 4 du décret du 12 mai 2004 précité est remplacé par un nouvel article 4 libellé comme suit :

« Article 4. Les propositions de la chambre visée à l'article 2, alinéa 3 sont établies sur base de la méthodologie consistant à attribuer un indice pénurie à chaque fonction visée par l'article 3 du décret 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Cet indice pénurie est un indice composite établi comme indiqué aux alinéas suivants.

L'indice de départ est défini sur la base du pourcentage d'équivalents temps pleins porteurs d'un autre titre au sens de l'article 39, 4° du Décret du 11 avril 2014 précité par rapport au nombre d'équivalents temps pleins dans la fonction considérée.

Cet indice de départ est d'abord pondéré par les facteurs aggravants suivants :

- 1° le nombre de demandes refusées à la Chambre précitée pour la fonction considérée;
- 2° le nombre d'offres d'emplois déclarées sur PRIMOWEB et restées sans réponse de candidats.

Cet indice est ensuite pondéré par les facteurs atténuants suivants :

- 1° l'importance de la fonction en termes d'équivalents temps pleins sur le niveau ou sur le degré;
- 2° le poids de la pénurie dans la fonction par rapport au poids total de la pénurie;
- 3° le nombre de décisions favorables prises par la Chambre de la pénurie pour les fonctions de cours technique et de pratique professionnelle.

Les informations visées aux alinéas précédents sont communiquées à la Chambre précitée par fonction par les services du Gouvernement. ».

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique*

Art. 12. Dans l'article 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, les mots « et pour l'accompagnateur CEFA » sont insérés entre les mots « et pour le coordonnateur de centre de technologies avancées et les mots « , forme également des services admissibles »;

2° le même article est complété par un § 5, libellé comme suit :

« § 5. A la date fixée par le Gouvernement, l'application des dispositions des §§ 1 à 4 s'étend à tous les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

La date fixée par le Gouvernement est identique à celle à laquelle il fixera l'échelle barémique de référence pour les porteurs d'un titre de capacité requis qui possèdent une composante disciplinaire acquise dans le cadre d'un « master en Enseignement section 1, 2 ou 3 » délivré dans le cadre du décret définissant la formation initiale des enseignants adopté en séance plénière le 6 février 2019. ».

CHAPITRE IV. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 13. Dans l'article 45, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « et 266bis » sont insérés entre les mots « 264 et 266, alinéa 1^{er} » et les mots « du décret du 11 avril 2014 ».

CHAPITRE V. — Dispositions modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

Art. 14. Dans l'article 10^{duodécies} de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er} est inséré un alinéa 2, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa premier, pour les fonctions en pénurie visées à l'article 2 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les membres du personnel visés à l'alinéa précédent peuvent bénéficier d'une disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite, pour autant qu'ils n'aient pas atteint l'âge légal de la pension. »;

2° dans le § 2, l'alinéa 2 est remplacé par deux alinéas libellés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les fonctions en pénurie visées à l'article 2 du décret du 12 mai 2004 précité, cette mise en disponibilité est accordée jusqu'à une date comprise entre la date à laquelle les membres du personnel concernés peuvent prétendre à la pension anticipée et celle à laquelle ils atteignent l'âge légal de la pension.

Un membre du personnel ne peut avoir épuisé le nombre de mois de disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite avant la date à laquelle il choisit, dans le respect des alinéas précédents, de partir à la pension de retraite. »;

3° dans le § 3 est inséré un alinéa 2, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les fonctions en pénurie visées à l'article 2 du décret du 12 mai 2004 précité, les mises en disponibilité partielles peuvent, à la demande du membre du personnel, être prolongées par le Gouvernement jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle le membre du personnel a épuisé le nombre de mois de disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite. ».

Art. 15. L'article 10^{septdecies} de l'Arrêté royal n° 297 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est abrogé.

CHAPITRE VI. — Disposition modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Art. 16. Il est inséré un article 100^{ter} dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, rédigé comme suit :

« Article 100^{ter}. Pour toute fonction déclarée en pénurie par le Gouvernement en vertu du décret 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le Pouvoir organisateur est autorisé à organiser, pour un nombre de périodes correspondant aux périodes non pourvues, une activité d'encadrement pédagogique destinée à encadrer les élèves pendant les périodes durant lesquelles ils ne peuvent être pris en charge par un enseignant titulaire d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant.

Pour l'exercice de l'activité pédagogique, le Pouvoir organisateur désigne ou engage le membre du personnel porteur d'un titre de capacité listé pour une fonction enseignante dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, à titre temporaire dans les périodes visées à l'alinéa 1^{er}. Les services prestés dans cette activité sont, pour la fixation de la rémunération et du barème, réputés l'avoir été dans une fonction pour laquelle il est détenteur d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant et pour laquelle il génère uniquement de l'ancienneté de service.

Le Pouvoir organisateur a l'obligation d'attester qu'il n'y a ni titre requis, ni titre jugé suffisant à l'appui de la désignation ou de l'engagement par l'échange de correspondances avec le FOREM ou Actiris. Cette obligation est renouvelée au début de chaque trimestre.

La désignation ou l'engagement dans l'activité d'encadrement pédagogique prend fin dès qu'un candidat porteur d'un titre de capacité requis ou jugé suffisant peut être désigné ou engagé dans la fonction à pourvoir. ».

TITRE II. — Dispositions finales

Art. 17. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} mars 2019 à l'exception des articles 7 et 8 qui entrent en vigueur pour l'année scolaire 2019-2020.

Art. 18. § 1^{er}. L'article 16, § 6, alinéa 6, et § 6^{bis} du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française cesse de produire ses effets le 1^{er} septembre 2024.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement est habilité à prolonger l'ouverture de l'activité d'encadrement pédagogique et/ou d'aide éducative visée à l'article 16, § 6, alinéa 6, et § 6bis du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de
Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—————
Note

(1) *Session 2018-2019.*

Documents du Parlement.

— Projet de décret, n° 774-1.

— Amendements en commission, n° 774-2.

— Rapport de commission, n° 774-3.

— Texte adopté en commission, n° 774-4.

— Texte adopté en séance plénière, n° 774-5.

Compte-rendu intégral.

— Discussion et adoption.

Séance du 13 mars 2019.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13095]

14 MAART 2019. — Decreet betreffende diverse maatregelen ter vermindering van bepaalde belemmeringen voor de aanwerving of het behoud van onderwijzend personeel in een context van schaarste

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Wijzigingen van sommige bepalingen inzake statuut*

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

Artikel 1. In artikel 2, § 1, 5°, derde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt a) wordt opgeheven;

2° de punten b) tot e) worden hernoemd tot a) tot d).

Art. 2. In artikel 16 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 6, eerste lid, wordt het woord "momenteel" geschrapt;

2° in § 6 wordt een nieuw lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Deze toelatingen zijn :

a) ofwel definitief en geldig voor de gehele loopbaan van een personeelslid voor een of meer specifieke ambten;

b) ofwel beperkt tot een schooljaar of de organisatie van een onderwijseenheid in het onderwijs voor sociale promotie. In het laatste geval kan de toelating in de loop van hetzelfde schooljaar in dezelfde onderwijseenheid worden verlengd;

c) ofwel beperkt tot de duur van een interim van een personeelslid voor een of meer specifieke ambten. In dat geval kan de toelating van het personeelslid in de loop van het lopende schooljaar in hetzelfde interim worden verlengd. »;

3° in § 6, tweede lid, dat nu lid 3 is geworden, worden de woorden "behalve in geval van integratie" vervangen door de woorden "tenzij zij tot de gelijkstelling met een schaarstebekwaamheidsbewijs leiden overeenkomstig artikel 37, § 2bis, gevolgd door een gelijkstelling met een voldoende bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 37, § 1, of in geval van integratie";

4° in § 6, in het vierde lid, dat lid 5 is geworden, worden de woorden "behouden tot het einde van de week volgend op" vervangen door de woorden "behouden tot het einde van de tweede week volgend op";

5° in § 6 wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Elke kennisgeving van weigering vermeldt de mogelijkheid voor de inrichtende macht om de pedagogische begeleidingsactiviteit en/of educatieve bijstandsactiviteit te organiseren in overeenstemming met § 6bis. »;

6° Vóór § 7 wordt een als volgt luidende § 6bis ingevoegd :

“§ 6bis. De inrichtende macht, die overeenkomstig § 6 in kennis is gesteld van een weigeringsbeslissing, is bevoegd om voor een aantal lestijden die overeenstemmen met de niet toegewezen lestijden, een pedagogische begeleiding en/of onderwijsbijstand te organiseren om de leerlingen te omkaderen tijdens de lestijden waarin ze niet door een leraar kunnen worden verzorgd. De inrichtende macht wijst of werft het personeelslid met een bekwaamheidsbewijs voor een onderwijsambt tijdelijk aan voor deze lestijden en de diensten die in deze activiteit worden verleend, worden voor de vaststelling van het barema geacht te zijn verleend in het ambt van opvoeder waarvoor het alleen dienstanciënniteit genereert.

Voor de vaststelling van de bezoldiging wordt (worden) het (de) gedeelte(n) van de toe te kennen opdracht omgerekend in 36e.

De inrichtende macht stuurt de Regeringsdiensten het attest van weigering, dat de toestemming vermeldt om de activiteit van pedagogische begeleiding en/of onderwijsbijstand te openen.

De inrichtende macht is verplicht een tekort verslag op te stellen, waaruit blijkt dat er aan het begin van elk kwartaal geen vereist bekwaamheidsbewijs, voldoende bekwaamheidsbewijs of schaarstebekwaamheidsbewijs was.

De aanstelling of werving in deze activiteit eindigt zodra een kandidaat die een op de lijst voorkomend bekwaamheidsbewijs of een ander bekwaamheidsbewijs zonder beperking kan worden aangesteld of in het toe te kennen ambt kan worden geworven. Daartoe moet de betrekking worden aangegeven overeenkomstig artikel 27, § 2. “.

Art. 3. Het laatste lid van artikel 22 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende zin :

“De in het voorgaande lid bedoelde anciënniteit wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 19, § 2.”.

Art. 4. In bovengenoemd decreet wordt een artikel 29^{quater} ingevoegd, dat als volgt luidt :

“Art. 29^{quater}. Voor de ambten die door de Regering zijn ingedeeld als zijnde in ernstige schaarste per gebied overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, dient de indeling in deze categorie als bewijsstuk zoals bedoeld in artikel 29 of 29bis voor de aanstelling of de werving van een persoon met een toereikend bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs. ».

In afwijking van het vorige lid is voor het schooljaar 2018-2019 het vereiste van lijsten per gebied niet van toepassing, maar wordt verwezen naar de sublijst van ernstige schaarste die door de Regering is vastgesteld overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs.

Art. 5. In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, worden de woorden “Houders van wervende ambten van de categorieën bedoeld in artikel 1, lid 3, 2° tot 5°, die houder zijn van een schaarstebekwaamheidsbewijs die op een lijst van de Regering worden vermeld en waarvan de disciplinaire competentie niet is overgenomen als rechtgevend op een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, genieten bij hun aanvraag van alle rechten verbonden aan het bezit van een voldoende bekwaamheidsbewijs op voorwaarde dat zij, indien nodig, in schoolinrichtingen van verschillende onderwijsnetten, georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, van een ambtsanciënniteit van minstens 450 dagen, over 3 opeenvolgende jaren, gepresteerd en berekend volgens de voorwaarden in artikel 19, § 2.” vervangen door de woorden “Houders van wervende ambten van de categorieën bedoeld in artikel 1, lid 3, 2° tot 5°, die houder zijn van een schaarstebekwaamheidsbewijs dat op een lijst van de Regering of daarmee gelijkgesteld krachtens artikel 37, § 2bis, wordt vermeld en waarvan de disciplinaire competentie niet is overgenomen als rechtgevend op een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, genieten op hun aanvraag alle rechten verbonden aan het bezit van een voldoende bekwaamheidsbewijs op voorwaarde dat zij, indien nodig, in schoolinrichtingen van verschillende onderwijsnetten, georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, een ambtsanciënniteit van minstens 450 dagen verstrekt over minimum 3 schooljaren tijdens 4 opeenvolgende jaren, gepresteerd en berekend volgens de voorwaarden in artikel 19, § 2, hebben verworven.”;

2° § 2, tweede lid, wordt aangevuld met de woorden “en de nuttige ervaring van het beroep wanneer deze deel uitmaakt van het voldoende of vereiste bekwaamheidsbewijs”;

3° een § 2bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd voor § 3 :

“§ 2bis. De houders van een wervingsambt in de categorieën bedoeld in artikel 1, derde lid, 2° tot en met 5°, die een ander dan het door de Regering op de lijst vermelde bekwaamheidsbewijs bezitten en die definitief zijn toegelaten overeenkomstig artikel 16, § 6, tweede lid, genieten op hun verzoek alle rechten die verbonden zijn aan het bezit van een door de Regering opgesomd schaarstebekwaamheidsbewijs, op voorwaarde dat zij, in voorkomend geval, deze rechten hebben verworven, in scholen van de verschillende onderwijsnetten, in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of in inrichtende machten die niet bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan zijn aangesloten, ten minste 300 dagen anciënniteit in het ambt over ten minste 2 schooljaren en gedurende 3 opeenvolgende schooljaren, verstrekt en berekend volgens de procedures van artikel 19, § 2.

Voor de houders van een wervingsambt in de categorie bedoeld in artikel 1, derde lid, 1°, naast de voorwaarde bedoeld in het vorige lid, geldt ook de cumulatieve voorwaarde, voor de gelijkstelling, van het verwerven van een van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 17 voor degenen die niet over een van deze bekwaamheidsbewijzen zouden beschikken en van de nuttige ervaring in het beroep als deze deel uitmaakt van het voldoende of vereist bekwaamheidsbewijs.

Onverminderd de andere voorwaarden voor toegang tot het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid moet, wanneer het behalen van een van de in artikel 17 bedoelde pedagogische bekwaamheden een van de voorwaarden is voor de gelijkstelling van een ander bekwaamheidsbewijs met een schaarstebekwaamheidsbewijs, de in artikel 16, § 6, tweede lid, bedoelde kandidaat die houder is van een definitieve toelating, worden toegelaten :

- voor de inschrijving voor de examens van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, gelijkgesteld met een houder van een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 35, 3° van het decreet van 20 juli 2006 houdende diverse maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente vorming;

- wordt geacht te voldoen aan de voorwaarden voor inschrijving in de verschillende onderwijsseenheden die samen de afdeling "getuigschrift van pedagogische bekwaamheid" vormen die door de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. »;

4° § 3 wordt vervangen door de volgende tekst :

"§ 3. De in dit artikel bedoelde ambtsanciënniteit wordt administratief gevalideerd door middel van een dienstoverzicht dat wordt toegezonden door de inrichtende macht waarbij de in §§ 2 of 2bis bedoelde aanvraag wordt ingediend.

Wanneer het personeelslid de toepassing van § 2bis heeft genoten, om de toepassing van § 2 te genieten, worden de dagen en jaren in aanmerking genomen vanaf de datum waarop hij de rechten geniet die verbonden zijn aan het bezit van een door de Regering op de lijst vermeld schaarstebekwaamheidsbewijs. ».

Art. 6. In artikel 39, lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 7° wordt aangevuld met de volgende zinsnede :

"Wat de waardering van de nuttige ervaring in het beroep betreft, gaat het zowel om de nuttige ervaring die bepaalde bekwaamheidsbewijzen vormen als om de nuttige ervaring die kan worden gewaardeerd in termen van geldelijke anciënniteit overeenkomstig artikel 17 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 betreffende het geldelijk statuut van het onderwijzend, wetenschappelijk en gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Onderwijs;"

2° punt 8° wordt aangevuld met de volgende zinsnede :

"In haar voorstel maakt de commissie een onderscheid tussen ambten in ernstige schaarste per gebied;"

Art. 7. In titel III, hoofdstuk 2, afdeling 1, van hetzelfde decreet wordt een artikel 266bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 266bis. § 1. Een vast benoemd personeelslid in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, dat in het kader van zijn benoeming, in de drie schooljaren voorafgaand aan 31 augustus 2016 gedurende ten minste 150 dagen les heeft gegeven voor cursussen die op 1 september 2016 zijn verbonden aan een ander ambt op hetzelfde niveau als dat waartoe hij geacht wordt op 1 september 2016 te zijn benoemd, wordt op zijn verzoek aangesteld in dat ander zogenaamd bijkomend ambt, indien hij daarvoor een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs bezit. Deze bijkomende benoeming is onderworpen aan de voorwaarde dat de bedoelde cursussen niet aan het ambt waarin hij op 30 juni 2016 werd benoemd, hadden mogen worden verbonden.

In het secundair onderwijs voor sociale promotie komen de prestaties overeen met de uitoefening van 40 lestijden.

§ 2. Indien het personeelslid dat zich in de in § 1 beschreven toestand bevindt niet houder is van een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs voor het bijkomend ambt, worden de betrokken cursussen op zijn verzoek geacht verbonden te zijn aan het ambt waarin hij is aangesteld.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor de bepalingen van § 1 van dit artikel, moet het personeelslid zijn aanvraag vóór 31 december 2018 indienen.

Om in aanmerking te komen voor de bepalingen van § 2 van dit artikel, moet het personeelslid zijn aanvraag vóór 15 januari 2019 indienen. ».

Art. 8. Artikel 288 van hetzelfde decreet, waarvan de bepaling § 1 wordt, wordt aangevuld met de §§ 2 tot 6, die als volgt luiden :

"§ 2. Het personeelslid bedoeld in artikel 285, 1°, dat in het kader van zijn aanstellingsambt in de drie schooljaren voorafgaand aan 31 augustus 2016, op 1 september 2016 gedurende ten minste 150 dagen les heeft gegeven in een ander ambt op hetzelfde niveau als het ambt waarin hij geacht werd te zijn aangesteld op 1 september 2016, wordt op zijn verzoek in dat zogenaamd bijkomende andere ambt als tijdelijk prioritair personeelslid aangewezen indien hij er een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs voor bezit. Deze bijkomende benoeming is onderworpen aan de voorwaarde dat de bedoelde cursussen niet aan het ambt waarin hij op 30 juni 2016 werd benoemd, hadden mogen worden verbonden.

§ 3. Het personeelslid bedoeld in artikel 285, 4° of 7°, dat in het kader van zijn aanstellingsambt in de drie schooljaren voorafgaand aan 31 augustus 2016, op 1 september 2016 gedurende ten minste 150 dagen les heeft gegeven in een ander ambt op hetzelfde niveau als het ambt waarin hij geacht werd te zijn aangesteld op 1 september 2016, kan op zijn verzoek de in dat zogenaamd bijkomende andere ambt gewerkte dagen waarderen als hij daarvoor het vereiste, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs bezit. Indien hij niet formeel heeft gesolliciteerd voor dit bijkomend ambt, wordt hem, als aantal kandidaturen, het aantal schooljaren toegekend waarin hij deze cursus heeft verstrekt.

§ 4. Indien het personeelslid in een van de in de §§ 2 en 3 bedoelde situaties geen vereist bekwaamheidsbewijs bezit dat een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs is, worden de betrokken cursussen op zijn verzoek geacht verbonden te zijn aan het ambt waarin hij is aangesteld.

§ 5. In het secundair onderwijs voor sociale promotie komen de in de §§ 2 en 3 bedoelde prestaties overeen met de uitoefening van 40 lestijden.

Om in aanmerking te komen voor de bepalingen van de §§ 2 en 3, moet het personeelslid zijn aanvraag indienen vóór 31 december 2018.

Om in aanmerking te komen voor de bepalingen van § 4, moet het personeelslid zijn verzoek vóór 15 januari 2019 indienen.

§ 6. Voor de toepassing van de bepalingen van de artikelen 18, 20, 24 tot 26^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 betreffende de tijdelijke aanstelling, wordt het personeelslid bedoeld in artikel 285, 7°, dat als gevolg van de hervorming van de bekwaamheidsbewijzen en ambten niet het bekwaamheidsbewijs heeft verworven dat voldoende is voor het ambt waarvoor hij in aanmerking komt voor de overgangsregeling bepaald in voormelde bepaling, met ingang van 1 september 2018 ingedeeld in de categorie "voldoende bekwaamheidsbewijzen" en krijgt een ambtsanciënniteit en een aantal kandidaturen dat overeenkomt met het aantal dagen en jaren dat hem een aanstelling is toegekend nadat hij aan de in bovengenoemd artikel en punt genoemde voorwaarden heeft voldaan. ».

Art. 9. In de artikelen 293^{bis}, 293^{ter} en 293^{quater} van hetzelfde decreet worden de woorden « 1 september 2019 » vervangen door de woorden « 1 september 2021 ».

HOOFDSTUK II. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs

Art. 10. In artikel 2 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Voor het volgende schooljaar bepaalt de Regering ten laatste op 31 december van het voorafgaande jaar de lijst van de ambten die door de schaarste per geografische zone getroffen worden door een onderscheiding te maken tussen de ambten met de ernstige schaarste en de andere. ».

Art. 11. Artikel 4 van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 wordt vervangen door een nieuw artikel 4, luidend als volgt :

« Artikel 4. De voorstellen van de raad bedoeld in artikel 2, derde lid, worden opgesteld op basis van de methodologie waarbij een indexcijfer schaarste aan elk ambt toegekend wordt, zoals bedoeld in artikel 3 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

Dit indexcijfer schaarste is een ongelijksoortig indexcijfer dat vastgesteld wordt zoals vermeld in de volgende leden.

Het aanvangsindexcijfer wordt bepaald op basis van het percentage van voltijdse equivalenten die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs in de zin van artikel 39, 4° van het bovenvermelde decreet van 11 april 2014 ten opzichte van het aantal voltijdse equivalenten in het betrokken ambt.

Dit aanvangsindexcijfer wordt eerst gewogen door de volgende verzwarende factoren :

- 1° het aantal aanvragen geweigerd aan de bovenvermelde raad voor het betrokken ambt;
- 2° het aantal vacatures die op PRIMOWEB vermeld worden en die zonder antwoord van kandidaten gebleven zijn.

Dit indexcijfer wordt daarna gewogen door de volgende verzachtende factoren :

- 1° de omvang van het ambt inzake voltijdse equivalenten op het niveau of op de graad;
- 2° het gewicht van de schaarste in het ambt ten opzichte van het totaal gewicht van de schaarste;
- 3° het aantal gunstige beslissingen genomen door de raad voor de schaarste voor de ambten technische cursussen en beroepspraktijk.

De informatie bedoeld in de vorige leden worden aan de bovenvermelde raad per ambt door de diensten van de Regering meegedeeld. ».

HOOFDSTUK III. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar onderwijs.

Art. 12. In artikel 17 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « en voor de coördinator van CEFA » ingevoegd tussen de woorden « en voor de coördinator van het centrum voor gevorderde technologieën » en de woorden « , geldt eveneens als in aanmerking komende diensten »;

2° hetzelfde artikel wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. Op de door de Regering vastgestelde datum strekt de toepassing van de bepalingen van de §§ 1 tot 4 zich uit tot alle personeelsleden bedoeld in artikel 1, derde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De door de Regering vastgestelde datum is gelijk aan die waarop zij de referentieweddeschaal voor de houders van een vereist bekwaamheidsbewijs zal bepalen die een disciplinaire component bezitten die is verworven in het kader van een "master Onderwijs afdeling 1, 2 of 3 "uitgereikt in het kader van het decreet tot vaststelling van de initiële opleiding van leerkrachten aangenomen in de plenaire vergadering op 6 februari 2019. ".

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 13. In artikel 45, § 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden « en 266bis » ingevoegd tussen de woorden « 264 en 266, eerste lid » en de woorden « van het decreet van 11 april 2014 ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 14. In artikel 10*duodecies* van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984

betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, voor de ambten getroffen door de schaarste bedoeld in artikel 2 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, kunnen de personeelsleden bedoeld in het vorige lid in aanmerking komen voor een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen, voor zover ze de wettelijke leeftijd van het pensioen niet bereikt hebben. »;

2° in § 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, voor de ambten getroffen door de schaarste bedoeld in artikel 2 van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 wordt deze terbeschikkingstelling toegekend tot een datum tussen de datum waarop de betrokken personeelsleden aanspraak kunnen maken op het vervroegde pensioen en deze waarop ze de wettelijke leeftijd van het pensioen bereiken.

Een personeelslid mag het aantal maanden van terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen niet uitgeput hebben vóór de datum waarop het, met inachtneming van de vorige leden, kiest om met rustpensioen te gaan. »;

3° in § 3 wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, voor de functies getroffen door de schaarste bedoeld in artikel 2 van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004, kunnen deeltijdse terbeschikkingstellingen, op aanvraag van het personeelslid, door de Regering verlengd worden tot het einde van het schooljaar waarin het personeelslid het aantal maanden van terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen heeft uitgeput. ».

Art. 15. Artikel 10*septdecies* van het koninklijk besluit nr. 297 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 16. Er wordt een artikel 100*ter* in het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 100*ter*. Voor elk ambt dat door de Regering verklaard wordt door de schaarste getroffen te zijn overeenkomstig het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, wordt de inrichtende macht ertoe gemachtigd om, voor een aantal lestijden die overeenstemmen met de niet-gevulde lestijden, een activiteit inzake pedagogische begeleiding te organiseren die bestemd is om de leerlingen te begeleiden tijdens de lestijden waarin ze niet omkaderd kunnen worden door een leerkracht die houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs of door een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs.

Voor de uitoefening van de pedagogische activiteit stelt de inrichtende macht het personeelslid aan of werft zij het aan dat houder is van een bekwaamheidsbewijs opgenomen op een lijst voor een onderwijzend ambt in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, in tijdelijk verband in de lestijden bedoeld in het eerste lid. De diensten die in deze activiteit gepresteerd worden, zijn, voor de vaststelling van de bezoldiging en het barema, geacht gepresteerd te zijn in een ambt waarin het houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs of van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs en waarvoor het slechts dienstanciënniteit veroorzaakt.

De inrichtende macht heeft de verplichting om te verklaren dat er geen vereist bekwaamheidsbewijs, noch een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs is om de benoeming of de aanwerving te ondersteunen door het uitwisselen van briefwisselingen met FOREM of Actiris. Deze verplichting wordt in het begin van elk kwartaal verlengd.

De aanstelling of de aanwerving in de activiteit inzake pedagogische begeleiding loopt ten einde vanaf het ogenblik dat een kandidaat die houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs, aangesteld of aangeworven in het te vervullen ambt kan worden. ».

TITEL II. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 maart 2019 met uitzondering van de artikelen 7 en 8 die voor het schooljaar 2019-2020 in werking treden.

Art. 18. § 1. Artikel 16, § 6, zesde lid, en § 6*bis* van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, houdt op uitwerking te hebben met ingang van 1 september 2024.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 is de Regering ertoe gemachtigd om de opening te verlengen van de activiteit inzake pedagogische begeleiding en/of de opvoedingshulp bedoeld in artikel 16, § 6, zesde lid, en § 6bis van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—
Nota

(1) *Zitting 2018-2019.*

Stukken van het Parlement.

— Ontwerp van decreet, nr. 774-1.

— Commissieamendementen, nr. 774-2.

— Commissieverslag nr. 774-3.

— Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 774-4.

— Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 774-5.

Integraal verslag.

— Bespreking en aanneming.

Vergadering van 13 maart 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/13070]

14 MARS 2019. — Décret portant assentiment à l'Arrangement entre le Royaume de Belgique et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord concernant le statut de certaines catégories de personnel des agences de l'OTAN installées sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 20 mai 2016

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière communautaire et régionale.

Art. 2. L'Arrangement entre le Royaume de Belgique et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord concernant le statut de certaines catégories de personnel des agences de l'OTAN installées sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 20 mai 2016, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. Les décisions adoptées en application de l'article 2, paragraphe 3, de l'Arrangement entre le Royaume de Belgique et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord concernant le statut de certaines catégories de personnel des agences de l'OTAN installées sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 20 mai 2016, sortiront leur plein et entier effet.

Art. 4. Le Gouvernement de la Communauté française notifie au Parlement de la Communauté française dans un délai de trois mois toute décision visée à l'article 2, paragraphe 3, qui a été adoptée en application de l'article 2, paragraphe 3.

Dans un délai de six mois suivant la communication du Gouvernement de la Communauté française visée à l'alinéa 1^{er}, le Parlement de la Communauté française peut s'opposer à ce qu'une décision visée à l'article 3, sorte son plein et entier effet

Art. 5. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} juillet 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 2019.

Le Ministre-Président et Ministre en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT